

## Economie | La Journée de l'Economie en Nouvelle-Aquitaine centrée autour du recrutement



#JEco\_NA

Les récentes études le montrent : l'économie redémarre en Nouvelle-Aquitaine. En 2018 au niveau régional, 26% des entreprises ont recruté 230 000 nouveaux employés en CDI, CDD et emplois saisonniers dont 13 000 cadres. Pourtant, ce regain de santé a un revers : l'incapacité grandissante des employeurs à recruter. Bien que les raisons soient diverses (mobilité, pénibilité) c'est sur ce point précis que prévoit de se concentrer l'édition 2018 de la Journée de l'Economie en Nouvelle-Aquitaine, qui se tiendra simultanément à Bordeaux, Bayonne, Limoges et La Rochelle. Analyse et perspectives autour de cet enjeu avec ses organisateurs.

### "Traverser la route"

Le recrutement et la fidélisation des nouveaux salariés, tel seront deux des thèmes centraux abordés le 15 octobre prochain à l'occasion d'une nouvelle édition de la Journée de l'Economie en Nouvelle-Aquitaine, organisée par les Chambres régionales consulaires (CCI, Chambre d'Agriculture et Chambre des Métiers et de l'Artisanat). La particularité de cette manifestation, c'est qu'elle invitera, pour la deuxième fois à l'échelle de la grande région, ses participants (environ 600 attendus) sur quatre sites en simultanés : la Cité Mondiale de Bordeaux, la CCI de La Rochelle, le Limousine Park du Pôle de Lanaud à Limoges et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Bayonne. Le petit plus sur lequel misent les organisateurs cette année, c'est les nombreux témoignages d'entrepreneurs locaux sur cette problématique du recrutement, régulièrement pointée du doigt comme un problème par différentes études en région.

En effet, selon des chiffres de Pôle Emploi édités en avril dernier, 49% des projets d'entreprises sont jugés comme étant "difficiles à pourvoir" par les employeurs (contre 33% en 2016). Les services, l'industrie manufacturière, le bâtiment, la métallerie, la filière cuir font ainsi partie des secteurs rencontrant de grandes difficultés pour recruter des candidats. Selon les propos du directeur général de Pôle Emploi, ce serait pas moins de 300 000 offres d'emploi qui seraient annulées chaque année faute de candidats au niveau national. En Nouvelle-Aquitaine, environ 30 000 emplois sont jugés "difficiles à pourvoir". Pour Bernard Uthurry, vice-président du Conseil régional en charge du développement économique, il s'agit là d'une équation à plusieurs entrées. "Le développement économique passe par l'innovation (la transformation, la numérisation) mais aussi par une entrée par les territoires

pour un développement plus harmonieux. Le problème, c'est qu'il faut coordonner ce recrutement fluctuant pour faire en sorte qu'il soit en adéquation avec la formation. C'est le souci qui est, par exemple, rencontré par le cluster nautique et naval. Ce qu'il faut aussi arrêter de faire, c'est ce distinguo entre l'intelligence conceptuelle et celle de la main, d'autant que le paradoxe des 9% de chômeurs peut servir à recruter rapidement. Trouver du travail, c'est un peu plus compliqué que de traverser la route : il faut que les formations soient en adéquation avec les métiers d'aujourd'hui et de demain", a souligné l'élu.

## Inquiétudes et "fidélisation"

Si le problème est bien dans l'adaptation de la formation, ce n'est pas faute d'essayer. En 2018, la Nouvelle-Aquitaine compte en effet 38 335 apprentis, soit 4% de plus que l'an dernier. La branche professionnelle, autrefois mal vu, est en train de regagner un peu de vigueur, et des opérations comme les Olympiades des Métiers en deviennent les vitrines. La question se pose en revanche toujours pour l'agriculture, dont la Chambre régionale est aussi associée à cette Journée de l'économie. Pour son président, Dominique Graciet, le problème est avant tout lié à "l'attractivité et l'accessibilité de ces emplois, souvent situés en zone rurale". Les groupements d'employeurs, s'ils sont une partie de la solution, ne font en revanche pas tout, surtout dans un secteur qui constitue le premier employeur régional (environ 120 000 agriculteurs et 70 000 chefs d'exploitation) : transformer les emplois saisonniers en équivalent temps plein figure ainsi parmi les enjeux importants à tenir, au delà de la problématique des "besoins de l'économie évoluant trop rapidement par rapport aux délais de formation". Et le projet de loi "avenir professionnel", adopté en août, ne devrait pas rassurer sur ce point. Prévoyant de transférer la responsabilité de l'apprentissage aux branches professionnelles au 1er janvier, elle pourrait suivre une logique de rentabilité puisque les CFA toucheraient une dotation à partir du nombre de contrats signés avec une entreprise d'accueil. Evidemment, la crainte que les zones rurales soient les premières touchées ressurgit, surtout dans le secteur agricole qui n'est pas attaché à une branche professionnelle. Les collectivités, qui ont récemment agité le spectre d'un "trou noir", ont évidemment tout intérêt à garder cette compétence de la formation professionnelle dans leur bagage.

Le président de la CCI Nouvelle-Aquitaine, Jean-François Clédel, est plus pragmatique sur la question du recrutement. "Quand on a du mal à recruter, ça veut dire que l'économie a redémarré". Il est vrai qu'à en croire les derniers chiffres fournis par Pôle Emploi, les deux vont de pair. En revanche, la même étude précise que l'une des raisons de ces problèmes de recrutement, c'est la nature du poste (conditions de travail, image et salaire). Un avis que ne semble pas partager Jean-François Clédel, du moins pas en totalité. Pour lui, "la surenchère salariale sur les métiers en tension est incontournable. Mais ce qui va attirer, c'est le sens de l'emploi, l'organisation même du travail qu'il faut nécessairement adapter. Pour rendre le rural attractif pour les personnels plus qualifiés, il faut aussi travailler sur cette question de la marque employeur". Car il ne suffit pas de recruter de nouveaux collaborateurs, encore faut-il les garder. Le phénomène de "turn-over". En France, il serait un phénomène en augmentation : 15,1% contre 13,7% en 2013. 4% de nouvelles recrues quittent même leur job le premier jour, et 22% dans les 45 premiers jours. Selon une enquête Mercuri Urval, "49 % des ruptures de contrat survenant dans les premiers mois sont dues à des divergences de points de vue". Et le phénomène a un coût : entre trois et six mois de salaire environ, jusqu'à neuf si on y intègre le processus de formation. Paradoxe si l'on en croit l'un des intitulés du programme de la Journée de l'Economie : "la formation permet de fidéliser". L'ensemble de ces sujets seront donc discutés en duplex et en simultanés dans ces quatre sites régionaux le 15 octobre prochain entre 15h30 et 18h45.

L'info en plus : pour consulter l'intégralité du programme de la Journée de l'Economie, rendez-vous sur [www.journee](http://www.journee)



Romain Béteille

*Crédit Photo : JENA*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 03/10/2018*

*[Url de cet article](#)*